Le Parlement irakien a voté le 27 novembre par 149 voix pour et 35 contre la ratification de l'Accord sur le statut des forces (SOFA, *Status-of-Forces Agreement*) avec les Etats-Unis. Alors qu'on procédait au vote, le Premier ministre adjoint Barham Salih aurait déclaré : *« Je vous rappelle qu'en Irak, les choses ne se passent pas à la onzième mais à la treizième heure »*. En d'autres mots, le moment clé attend son heure.

Que s'est-il passé en fait ? Le Parlement irakien est composé de 275 membres. Ceux présents au vote n'étaient que 198. Ceux qui ont voté en faveur du texte, 149, soit une faible majorité des membres. Ces 149 incluaient les membres des deux partis chiites dominants (le SCIRI et le Dawa, formation du Premier ministre), les deux partis kurdes et, élément crucial, des membres du Front de l'accord irakien (FAI), d'assise sunnite.

Le vote favorable du FAI était crucial car le grand ayatollah al-Sistani avait annoncé qu'à moins d'un « large » soutien – il entendait par là un solide soutien sunnite – il ne pourrait donner son aval à l'accord. Par conséquent, les sunnites étaient en position de force pour négocier avec le Premier ministre al-Maliki, dont l'avenir politique dépendait de sa capacité à faire adopter l'accord SOFA. Le FAI a obtenu deux choses d'al-Maliki. La première, c'est qu'il y ait un référendum national sur l'accord en juillet 2009. La seconde, c'est le soutien substantiel qu'al-Maliki apporte aux « conseils de soutien » dans les tribus sunnites. C'est-à-dire qu'al-Maliki offre un pot-de-vin et une garantie contre de futures représailles aux tribus sunnites qui sont venues en aide des forces armées américaines au cours de l'année écoulée en échange d'une assistance matérielle.

Al-Maliki est sorti grand vainqueur politique et s'est montré meilleur manœuvrier politique que ne l'avait cru la plupart des analystes. Voyons ce qu'il a réalisé en faisant adopter l'accord SOFA, que les Irakiens appellent « accord de retrait ». Sa première réussite a été d'endiguer les sadristes en cooptant leur stratégie, à savoir obtenir le départ des Américains hors d'Irak en passant un accord avec les sunnites. Le SCIRI (l'autre grand parti chiite) et les Kurdes grondent contre la possible « dictature » al-Maliki qui serait en gestation mais ils n'ont d'autre choix que de ratifier l'accord. Les sadristes ont préservé leur position d'attente en votant haut et fort contre le pacte.

Que contient le pacte ? Les éléments clés contiennent l'exigence que les forces américaines quittent toutes les villes en juin 2009 et l'ensemble de l'Irak en décembre 2011. De surcroît, toutes les actions militaires américaines doivent maintenant être coordonnées par avance avec les Irakiens et les Etats-Unis ne peuvent utiliser l'Irak comme une base pour attaquer des voisins (c'est-à-dire la Syrie et l'Iran).

Pourquoi Bush a-t-il accepté ? Il n'avait pas le choix. Sinon, l'autre solution, c'était des force américaines en situation d'illégalité après le 31 décembre 2008 et le transfert de tout le dossier à Obama. Le gouvernement américain avait une telle peur de la réaction du Congrès sur les détails du pacte qu'il refusa avant le vote d'en publier une version en langue anglaise. Il n'avait pas envie d'une discussion publique sur le pacte aux Etats-Unis avant que le parlement irakien eût voté.

Les termes du pacte contiennent des formules vagues et les militaires américains disent qu'ils comptent sur leur capacité à interpréter ces formules de la façon qu'ils préfèrent. On dit que Bush a ainsi obtenu un meilleur accord que le plan d'Obama de retrait en 16 mois. Ce n'est pas vrai du tout. C'est pire en fait. La proposition d'Obama était que les forces de *combat* américaines partent dans 16 mois mais elle n'avait posé aucune date pour les forces qui aideraient à la « formation » des troupes

irakiennes, laissant ouverte la possibilité d'un stationnement indéfini de quelques forces américaines. L'accord SOFA fait partir *toutes* les forces en décembre 2011. Et c'est Bush, pas Obama, qui l'a paraphé.

En pratique, *toutes* les forces américaines partiront bien avant décembre 2011. C'est là qu'intervient le référendum. Il sera organisé en juillet 2009. Les forces américaines doivent quitter les villes en juin 2009. Si elles ne le font pas, le référendum échouera à coup sûr. Si elles le font, al-Maliki devra encore gagner le référendum. Pour y arriver, il devra adopter la manière forte contre des Américains. S'imaginer une seconde que les militaires américains puissent « interpréter » des formules vagues à leur avantage est une illusion totale. Dans tous les cas, le référendum pourrait être en danger puisqu'al-Sistani a émis des réserves après le vote du Parlement. Al-Maliki sait que s'il lâche un iota maintenant aux Etats-Unis, Moqtada al-Sadr l'attend au tournant.

Al-Maliki a donc toutes les cartes en main et Obama n'en aura aucune. Obama devra accéder de bonne grâce aux demandes irakiennes. Ces exigences vont s'intensifier, et non diminuer, au fil des mois qui passent.

Et soit dit en passant, les Ethiopiens (substituts des Américains en Somalie) viennent d'annoncer qu'ils retireront leurs troupes à la fin 2008. Et le président afghan Karzai vient d'annoncer qu'il veut une date de désengagement formel des forces américaines et otaniennes. Le sentiment général dans la région semble être que jouer au dur avec les Etats-Unis n'est pas seulement possible. C'est payant. La treizième heure approche.

Immanuel Wallerstein

Traduction : T. L.

Commentaire n° 246, 1er décembre 2008

Ces commentaires, édités deux fois le mois, sont censés être des réflexions sur le monde contemporain, à partir non des manchettes du jour mais de la longue durée.

Vous retrouverez sur cette page tous les commentaires publiés à ce jour sur le site Contretemps

[Copyright Immanuel Wallerstein, distribué par *Agence Global*. Pour tous droits et autorisations, y compris de traduction et mise en ligne sur des sites non commerciaux, contacter: rights@agenceglobal.com, 1.336.686.9002 or 1.336.286.6606. Le téléchargement ou l'envoi électronique ou par courriel à des tiers est autorisé, pourvu que le texte reste intact et que la note relative au copyright soit conservée. Pour contacter l'auteur, écrire à: immanuel.wallerstein@yale.edu.]